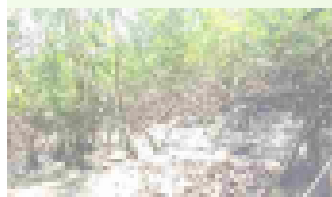


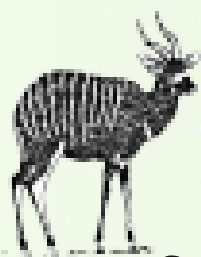
Réseau Camerounais pour la Conservation des Ecosystèmes de Mangrove et Zones Humides



Vol 8 N° 1 Juillet 2014

Bulletin d'information semestriel

Eduquer et Informer les camerounais sur la Mangrove et les Zones Humides

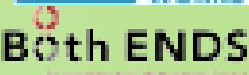


CWCS

**Cameroon Wildlife
Conservation Society**



Regional Committee
of the Netherlands



Nos Partenaires

Réseau Camerounais pour la Conservation des écosystèmes Mangrove et Zones Humides (RCM)- un réseau national qui regroupe plus de 40 ONG, OCB et experts actives dans la conservation et la gestion durable des mangroves, de la zone côtière et des zones humides au Cameroun dans le cadre d'un réseau régional-Réseau Africain de la Mangrove (RAM) basé à Dakar Sénégal. Le Secrétariat de RCM est abrité par L'ONG Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS) à Mouanko (Coordination Nationale) et L'ONG Cameroun Ecologie (CAMECO) basé à Edéa (Secrétaire Général). Matanda est une appellation côtière pour les mangroves. Matanda News est un bulletin d'informations semestrielles d'activités du RCM et ses partenaires.

Editorial

« Ce bulletin fournit des nouvelles pertinentes concernant les écosystèmes de mangroves et les zones humides »

DANS CE NUMERO

• **CWCS Organise un Atelier sur la Pêche Durable et Responsable dans les zones de Mangroves**

• **ZSL et ses Partenaires Joignent leurs efforts pour Conserver le Lac Ossa et sa Biodiversité**

• **Deuxième Plan d'Action Annuel et Budget du Projet Mangroves Cameroun**

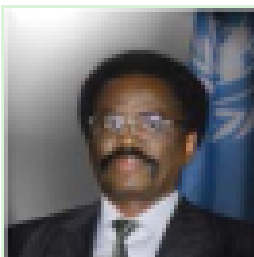
• **Désignation de CWCS comme Représentant des ONG dans le GTIE**

• **Le Commerce des Huîtres dans l'Estuaire du Ntem et une partie de l'Estuaire du Cameroun**

• **Paiements verts pour notre carbone bleu: Une incitation pour la conservation de nos mangroves et l'atténuation du changement climatique**

• **Interview du Dr Amadou Wassouni, Directeur de la Conservation du Monitoring et de la Promotion des Ressources Naturelles au MINEPDED, et Coordinateur National du Projet FAO-GEF-Mangrove Partners**

• **Célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides dans le Nkam**



M. Maï Moussa Abari

Bienvenue à la nouvelle édition de «Matanda News», le bulletin semestriel du Réseau Camerounais des Mangroves (RCM). Ce bulletin fournit des nouvelles pertinentes concernant les écosystèmes de mangroves et les zones humides. Il s'agit d'une plate-forme ouverte, dans laquelle les bailleurs de fonds, les ONG, les bénéficiaires peuvent s'exprimer. « Matanda News » est un instrument à travers lequel le RCM assure sa visibilité, en termes de planification et de mise en œuvre des activités sur le terrain. Cette édition met l'accent sur les diverses activités réalisées par le Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS) et leurs partenaires au cours des six derniers mois. L'une de ces actions est la sensibilisation. Dans cette optique, un atelier sur la pêche durable et responsable dans les zones de mangrove s'est tenu. Une rencontre dont le but était de sensibiliser et de former les communautés locales à la pêche durable et responsable afin qu'elles puissent s'impliquer véritablement dans la protection de cet écosystème. Autre article d'intérêt, l'interview accordée par le directeur de la conservation et de la promotion des ressources naturelles au Ministère de la l'Environnement de la Protection de la nature et du Développement Durable (MINEPDED), Le Dr Wassouni. Par ailleurs coordonnateur national du projet de gestion des écosystèmes de mangroves de la FAO-FEM, il revient sur le niveau de réalisation du projet un an et demi après sa mise en œuvre. Nous adressons enfin nos vives félicitations au CWCS, qui par le volume et la qualité de son travail dans le domaine de gestion et de protection des écosystèmes de mangroves et des zones humides, est désigné par le MINEPDED comme représentant des ONG camerounaises dans le groupe de travail sur le suivi des indicateurs environnementaux (GTIE). Un choix synonyme de réussite et de dur labeur.

Bonne lecture!

M. Maï Moussa Abari,
Représentant FAO au Cameroun

Matanda News.

Bulletin d'Informations du RCM:

Editeur et Superviseur Général:

Dr Gordon Ajonina (PhD)

Coordonnateur National du RCM

Coordinateurs:

Mr. Isidore Ayissi, Dr Georges Chuyong (PhD)

Rédacteurs :

Rowina Nguimbis; Dmapo Jasmine

Production :

Diyouke Eugene

Contact:

Tél: 97754965 / 76374731

Email: Matanda_news@yahoo.fr

Web site

Partenaires:

Naturskyddsföreningen

Union Internationale pour la

Conservation de la Nature

(UICN) Pays Bas

Mangrove Action Project (MAP)

CWCS Organise un Atelier sur la Pêche Durable et Responsable dans les zones de Mangroves

Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS) est une organisation nationale de droit camerounais qui œuvre dans le domaine de la conservation de la biodiversité. Dans la continuité de ces actions en faveur de la protection de l'environnement et plus particulièrement des zones humides au Cameroun, elle a organisé du 02 au 06 mai 2014 un atelier qui, s'est tenu dans la salle de conférences de la sous-préfecture de Mouanko devant un parterre de participants. On pouvait dévisager les Chefs de 3ème degré et de canton, les représentants des communautés étrangères, les leaders d'opinion, les représentants des branches d'activités du secteur de l'exploitation des ressources halieutiques (pêcheurs, collecteurs de bois de

renforcement des capacités des Chefs traditionnels et leaders d'opinion de l'Arrondissement de Mouanko autour de la Réserve de Faune de Douala -Edéa comme moteur et acteur de changement en vue de la réalisation du processus de reclassement de la Réserve de Douala-Edéa en parc national tenu le 12 au 13 avril 2013 à Mouanko.

Cet atelier visait principalement à sensibiliser et à former les communautés locales sur la pêche durable et responsable et de susciter par là même leur participation effective à la protection de cet écosystème. Il a été l'opportunité renouvelée pour les organisateurs d'amener les différentes cibles à prendre conscience du potentiel

des ressources de la mangrove, de son importance multiforme (écologique, économique, sociale, etc.) et des menaces qui pèsent sur elle. Tout en montrant en

et Social(EIES). Conscient que le bois est l'une des ressources qui fait l'objet d'énormes pressions dans les mangroves et milieux côtiers de la zone de Mouanko, les participants ont été amenés à prendre conscience de la nécessité de pratiquer les techniques de pêche responsable et durable. Toute chose qui assurerait la continuité de la production des biens et services écosystémiques. Les élites du village en vue rendre possible le processus de reclassement de la réserve de faune de Douala-Edéa en parc national qui a été initiée ont compris l'importance de collaborer. En sus, ils ont pris connaissance de la procédure de mise en place d'un système de suivi-évaluation d'actions vers une pêche responsable et durable dans la zone de mangrove et côtière. Cet atelier a également servi de cadre à réitérer l'importance et la nécessité de redynamiser et de rendre indépendante une structure de gestion comme le COPCVAM (Comité de Pilotage de la Conservation et de la Valorisation des Ressources de Mangroves de Mouanko). Les participants ont ainsi été entretenus sur le projet d'opérationnalisation de l'office du tourisme à Mouanko et de l'urgence de développer des activités touristiques. A cet effet, leur implication est donc requise pour assurer une gestion durable des mangroves et autres ressources halieutiques.

Cet atelier facilité par

Monsieur YEMI Victor a connu une forte mobilisation de plusieurs experts nationaux et des communautés locales soit environ quarante-sept (47) participants et a permis de formuler plusieurs recommandations au nombre desquelles la prise en compte des



Phase des échanges

préoccupations des communautés locales dans le processus de réalisation des EES et leur implication effective, l'instauration des mécanismes des Paiements pour Services Ecosystémiques (PSE) en vue de la pérennisation des ressources halieutiques dans la zone de Mouanko par les utilisateurs de la ressource, la régénération des espaces de forêts de mangroves dégradées. A Monsieur le Coordonnateur de la CWCS de terminer cet atelier en lançant un appel ayant eu un fort écho «Ensemble, nous pouvons faire de Mouanko la prochaine plus grande destination touristique au Cameroun, rien qu'en utilisant durablement les ressources de la mangrove et de la zone côtière que l'on retrouve aussi bien dans l'Estuaire du Cameroun que dans la Réserve de Faune de Douala-Edéa».

By Diyouke Eugene,
CWCS



Photo de famille

chauffe, fumeuses de poisson). Cet atelier portait sur le thème «Pêche durable, responsable et l'utilisation du protocole sur les Etudes Environnementales et Sociales (EES) dans la zone côtière de mangroves de la Réserve de Faune de Douala-Edéa». Celui-ci s'inscrivait dans le cadre de la poursuite de l'atelier de quoi les EES constituent un outil de gestion durable des mangroves et des écosystèmes côtiers. Par ailleurs, il a permis d'asseoir une meilleure compréhension de la nécessité de réaliser des EES pour tout projet à mettre en œuvre autour des zones de mangroves et des spécificités à prendre en compte dans la réalisation des Etudes d'Impact Environnemental

ZSL et ses Partenaires Joignent leurs efforts pour Conserver le Lac Ossa et sa Biodiversité

Deuxième Plan d'Action Annuel et Budget du Projet Mangroves Cameroun

La biodiversité des eaux douces est parmi les plus menacés de la biodiversité et négligée en Afrique, mais essentielle pour les communautés humaines. Avec 4,000ha, la Réserve de faune du lac Ossa sur le cours inférieur du fleuve Sanaga est un refuge pour les lamantins et tortues d'eau douce d'Afrique occidentale en voie de disparition, et se classe 7ème de 1256 bassins versants qui sont considérées comme des zones clés pour la biodiversité dans la forêt guinéenne sur la base du nombre d'espèces vulnérables.

Plus de 80% des 600 ménages voisins du lac Ossa sont fortement tributaires du lac et la réserve, principalement la pêche, mais ils souffrent de niveaux élevés de pauvreté. La dépendance à l'égard de ces ressources

Les 18 Juin et 19 Juin 2014, ZSL a organisé les premières réunions annuelles de planification afin de présenter les composantes du projet et d'élaborer un plan de travail pour cette première année fiscale. Partenaires présents comme le Service de la conservation et de la MINFOF, CWCS, WTG, Cameco, et l'Organisation pour la conservation des mammifères marins de l'Afrique. Les travaux débiteront dans les prochains mois, et de nombreuses études seront menées sur le terrain pour déterminer l'impact sur les communautés locales, de la pêche et de la faune au cours du projet. ZSL se réjouit d'apporter plus d'attention à la biodiversité unique et complexe trouvée dans la réserve du lac Ossa et d'assurer sa protection comme étant le lac le plus important trouvé au Cameroun.



Photo de famille

augmente du fait que la production d'huile de palme dans les zones environnantes est de plus en plus développée. La majorité de la main-d'œuvre des plantations de palmiers à huile fonctionne pour une partie de la journée et le reste est consacré à d'autres activités génératrices de revenu – principalement de la pêche. Cela a conduit à l'augmentation de la surpêche, la pêche destructrice, et l'augmentation des engins de pêche abandonnés avec le chiffre d'affaires de la population. Avec des ressources financières limitées, l'accès aux services d'éducation et de santé est limité, et les femmes constituent généralement le groupe le plus vulnérable. The Zoological Society of London's (ZSL), initiative Darwin nouvellement financées dans le lac Ossa va travailler avec les ONG locales, notamment le Cameroun Wildlife Conservation Society (CWCS), Watershed Task Group (WTG), et Cameroun Ecologie, afin de renforcer les capacités et les compétences techniques au sein des communautés vulnérables et le Service de conservation chargé de la gestion de la réserve du lac Ossa, résultant des pratiques de gestion modifiées qui soutient les populations d'espèces en voie de disparition et des ressources halieutiques, et améliorer les moyens de subsistance des communautés locales. Un aspect unique de ce projet comprendra le nettoyage du lac, centré autour de la collecte et la vente de filets de pêche abandonnés par les associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLAs) pour le recyclage en dalles de moquette, initiative de partenariat unique ZSL avec l'interface, appelée Net-Works © (<http://www.youtube.com/watch?v=zFQdcDqv5jg>).

Par Lauren Redmore,
ZSL

Désignation de CWCS comme Représentant des ONG dans le GTIE

Cela ne fait plus l'ombre d'aucun doute, la Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS) est l'une des organisations nationales dont les mérites dans le domaine de la conservation de la biodiversité sont reconnus à l'échelle internationale, régionale et même nationale. Cette déclaration aussi forte ne naît pas d'un fait de hasard. En effet, dans la correspondance N°001108L/MINEPDEP/SG/DDPE/SDPE/PE datée du 17 juin 2014, le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDEP) vient de désigner la CWCS comme étant l'une des deux organisations qui représentera les organisations non gouvernementales de la société civile camerounaise dans le Groupe de Travail Technique sur le Renseignement des Indicateurs Environnementaux (GTIE) Cette désignation fait suite à la publication par de la décision N°00091/D/MINEPDEP/SG/DDPE/SDPE du 15 mai 2014 portant Création du GTIE. Rappelons tout de même que la mission principale de ce groupe de travail dont l'importance n'est plus à démontrer est de proposer les orientations dans la collecte et l'analyse des données, le suivi, l'évaluation, l'élaboration, la production et la diffusion du rapport biennal sur l'état de l'environnement au Cameroun. Fort de son expérience et de ses actions en faveur de la protection de l'environnement et plus

particulièrement des zones humides au Cameroun, la CWCS conviendra dans ce comité avec les représentants de plusieurs ministères transversaux dont les activités sont susceptibles d'entraîner des perturbations sur l'environnement.

Cette désignation a été accueillie après une grande satisfaction par l'équipe de la CWCS. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le coordonnateur de l'ONG CWCS en la personne de Monsieur Gordon AJONINA, n'a pas manqué d'exprimer son enthousiasme et sa gratitude pour la confiance renouvelée qu'a placée le ministre à son organisation. Bien que conscient qu'aimer ce que l'on fait, c'est se dévouer sans attendre la moindre récompense, il n'a pas hésité de terminer ses propos au cours d'une réunion interne en pastichant la célèbre pensée de John RUSKIN «La suprême récompense du travail n'est pas ce qu'il vous permet de gagner, mais ce qu'il vous permet de devenir».

Par Jiazet N. Stéfany, Stagiaire
CWCS

Tous ont été convoqués par le ministre de l'Environnement, Protection de la nature et du développement durable (MINEPDED) . Pendant la réunion de planification, les partenaires d'exécution à savoir Cameco, CWCS et OPED ont présenté des rapports de réalisations et les difficultés rencontrées pour le PTBA 2013. Les discussions des présentations des différents partenaires ont



L'équipe de suivi de la FAO sur le Terrain

élevé que les rapports, la coordination, le suivi des missions et des avantages comparatifs et le déficit de communication ont entravé l'atteinte des résultats. Pour répondre à certains des défis rencontrés dans la première année de mise en œuvre du projet, les procédures générales de gestion (FEM) des fonds et des procédures administratives de la FAO ont également été présentées afin d'élucider les partenaires d'exécution sur les aspects des comptes financiers et des dépenses pour éviter les lacunes et les incohérences observées au cours de l'exécution du PTBA 2013. Le PTBA 2014 adopté sera mis en œuvre pendant une période de sept mois. Les réunions du comité de planification et de pilotage ont été suivies par une visite des sites de terrain, de quelques réalisations de projets aquacoles dans la région de Kribi incluant le site de régénération expérimentale de mangrove.

Par Jean-Hude Ekindi et Julius NIBA FON - FAO PMU

Usage des huîtres et des coquillages

cette

Les huîtres peuvent être dégustées crues ou cuisinées. Au-delà, elles peuvent provoquer de sérieuses intoxications alimentaires. Les coquilles d'huître sont broyées et valorisées comme source de calcium notamment à destination des élevages de volailles, et des crevettes de mer (à l'exemple de celles produites par AQUASOL à Kribi) pour améliorer



Coquillage des huîtres servant à la fabrication des aliments des gambas à kribi

La production d'œufs et la croissance des poulets et des crevettes. Le calcium de coquille d'huître est considéré comme hautement bioassimilable, mais elles peuvent aussi avoir accumulé divers métaux lourds. Dans l'estuaire de Wouri, les coquillages d'huîtres ont diverses destinations et sont valorisés dans la décoration, la peinture, les provendries, le bâtiment, la confection des plats. Ces coquillages sont très appréciés au Ghana et au Nigéria et des tonnes sont transportées dans ces pays.

Le Commerce des Huîtres dans l'Estuaire du Ntem et une partie de l'Estuaire du Cameroun

En 2013, l'ONG OPED a conduit une étude sur le commerce des Huîtres dans le cadre du projet de la FAO/FEM intitulé « Gestion Communautaire et de Conservation des écosystèmes de Mangroves au Cameroun » en vue de soutenir la gestion des écosystèmes de mangroves le long de la côte du Cameroun. Des investigations approfondies et les informations stratégiques et opérationnelles propres au commerce des huîtres sur la côte maritime du Cameroun, entre l'estuaire du Wouri et la frontière de la Guinée Equatoriale sont recueillies et répertoriées

et autour des zones de mangroves. Pour ce fait, était question d'une part d'avoir une la bonne connaissance sur le commerce des huîtres et d'autre part, d'avoir la bonne connaissance des potentialités, atouts, forces et faiblesses de la filière.

Bilan:

Bien que l'allure générale des débarquements globaux de la capture des huîtres et la collecte des coquillages dans l'estuaire de Wouri et les revenus en découlant soient à la hausse, la situation des débarquements reste caractérisée par une baisse. Il ressort des enquêtes que l'exploitation des coquillages représente 30 à 40% et des huîtres 25% des revenus dans la région dans l'estuaire de Wouri.

En considérant les dix dernières années, 55% des populations estiment comme en « diminution » ou en « diminution excessive » les stocks de ressources huîtres et coquillages dans l'estuaire de Wouri avec comme principales causes : les prélèvements excessifs des produits par les jeunes et les hommes (18%); la dégradation de l'environnement (63%) et la démographie galopante (75%). De l'avis des personnes interrogées, les principales répercussions de la diminution des ressources sont : la baisse des revenus (66%) ; l'augmentation du chômage et de la pauvreté (48%) ; l'endettement (5%) ; la migration vers d'autres zones (14%). Les huîtres sont vendues cuites dans l'estuaire du Ntem. Elles sont rares dans la ville de Kribi et font le bonheur des fins gourmets où elles sont vendues en brochettes au niveau des gares routières, des bars, du péage et la plupart du temps par quelques femmes qui affirment qu'elles les procurent à Mouanko ou à Edéa. Leur bénéfice journalière après vente varie entre 1000 FCFA et 4500 FCFA.

Au niveau de l'Estuaire de Wouri, le circuit de distribution des huîtres le plus généralement utilisé à l'intérieur de la zone de RFDE est le circuit court. Il est fréquenté par des pêcheurs, les populations locales, les bayam sellam. Les huîtres ont des destinations géographiques diverses (locale, nationale et internationale). L'utilisation de capital y est élevée et l'emploi de moyens de transport est de règle (camions, pirogue, voiture, etc.) et se fait tous les jours. Les marchés sont approvisionnés quotidiennement par un nombre important d'huîtres. Le circuit de commercialisation n'a aucune organisation adéquate et aucune structure n'est chargée de l'encadrement des acteurs. Mais il existe

une taxe au niveau de la Commune, Délégation des pêches, le Poste forestier, la Conservation et des pots de vin au niveau des administrations. Par ailleurs il n'existe aucun système de financement ou de microcrédits pour soutenir les acteurs.

Impact environnemental:

Sur le plan environnemental, l'activité dans l'estuaire du Cameroun a une incidence sur les ressources des forêts particulièrement, le bois de chauffe qui est coupé pour la carbonisation (Ajonina et al. 2004), les taux de prélèvement ou de déforestation ne sont pas actualisés. Aujourd'hui, il n'y a pas d'information disponible pour la relation entre cette ressource et les forêts de mangroves. Toutefois, le Sous-Préfet de Mouanko a émis un texte statuant sur la période d'activité de cette ressource pour permettre le repos biologique. Il ressort que les huîtres constituent une importante activité socio-économique autour de la ville de Mouanko par le nombre d'acteurs impliqués, les revenus générés dans les ménages. Mais il faudrait une organisation plus adéquate de l'activité pour assurer sa pérennité.

Solutions pour le développement des alternatives à la dégradation des écosystèmes de mangrove:

Rendre la pression exercée sur les ressources halieutiques compatible avec leur état en développant la recherche et les investissements en matière d'aquaculture (pisciculture, ostréiculture, crevetticulture,...) comme solution alternative à la pression exercée sur les ressources et à leur baisse de qualité ; en adaptant la réglementation des pêches à chaque contexte fluvio-lagunaire spécifique et en responsabilisant les populations locales (en tenant compte des aspects positifs du droit coutumier local de la pêche) dans le suivi et l'application des mesures au niveau de leurs terroirs respectifs; en organisant des séances de concertation pour trouver des mesures d'aménagement concernant les pêcheries fluvio-lagunaires.

Renforcer les pêcheurs en professionnalisant les rapports pêcheurs, instances administratives locales, pouvoir traditionnel, recherche, producteurs et secteur privé financier et commercial et en appuyant des pêcheurs en les dotant d'expertises techniques adéquates et de ressources financières adéquates et de mobilisation plus souple.

Par Elie NGUEKAM WAMBE
 Biologiste / Environmentaliste
 Coordinateur de Programme / Chef de Centre OPED Kribi
 E-mail : nguekamwambeelie@yahoo.fr
opedkribi@yahoo.fr
 Tél. : +237 74 37 22 43 /99 08 08 17

Palements verts pour notre carbone bleu: Une incitation pour la conservation de nos mangroves et l'atténuation du changement climatique

Les mangroves sont la clé de voûte des écosystèmes côtiers offrant de nombreux biens et services. Le moins étudié, mais un service très important est que le stockage du carbone (servant à la fois de puits et de source de carbone). Les taux de séquestration et de stockage du carbone dans les mangroves sont relativement élevés, plus efficaces et plus durables que dans les forêts terrestres.

Un puits est un processus, activité ou mécanisme qui élimine un gaz à effet de serre, un aérosol ou un précurseur de gaz à effet de serre ou d'aérosols de l'atmosphère

Le carbone anthropique (principal gaz à effet de serre) dans l'atmosphère et des océans est la cause la plus importante de changement climatique mondial. La lutte contre le changement climatique nécessite de retirer le carbone à la fois de l'atmosphère et des océans et éviter de nouvelles émissions. La prévention de la dégradation et de la destruction et la promotion de la restauration de notre végétation côtière surnommé «forêts vertes» est donc un outil important que nous pouvons utiliser pour atténuer le

Le carbone vert est retiré par photosynthèse et stocké dans les plantes et le sol des écosystèmes naturels qui ralentissent ainsi l'accumulation de gaz à effet de serre

changement climatique. Ces «forêts vertes» quand détruites ou dégradées, peuvent devenir source de CO₂ due à l'oxydation de la biomasse et des sols organiques. Ils vont non seulement arrêter la séquestration de carbone mais aussi libérer leurs stocks de C et devenir de nouvelles sources d'émissions de carbone. En outre, les autres services écosystémiques vitaux et précieux qu'ils fournissent aux communautés locales seront perdus. La question cruciale est de savoir si le paiement monétaire pour le carbone bleu peut modifier les incitations

Le carbone Bleu est le carbone capturé par les organismes vivants dans les océans et stocké sous forme de sédiments de mangroves depuis des millénaires (par opposition à des décennies de siècles pour les forêts tropicales)

économiques à favoriser la protection de nos habitats côtiers. Selon des estimations récentes, les mangroves du Cameroun sont évaluées à 197 500 ha et leur réduction à 1.1% par an

(PNUE, 2007). Une récente publication du PNUE estime notre carbone total dans l'écosystème de mangrove à $1520,2 \pm 163,9$ Mg C / ha avec $982,5$ Mg C / ha (65%) de la composante sol ci-dessous (les racines et le sol) et $537,7$ Mg C ha (35%) dans la biomasse aérienne par rapport à la valeur moyenne de 192 Mg C / ha pour la forêt tropicale intacte en Afrique centrale). On estime également que 1299 mg de CO₂ serait libéré par hectare de mangroves



L'équipe du PNUE d'évaluer les réservoirs de carbone dans les mangroves de la RFDE

viernes compensés en Afrique centrale par rapport au taux de séquestration de $7,93$ Mg C / ha / an pour les mangroves au Cameroun. Améliorer et optimiser les avantages chers de l'écosystème de la mangrove nous oblige à réduire les émissions dues à la déforestation et de la dégradation, la conservation des stocks de carbone (aires protégées), assurer une bonne gestion et durable des peuplements existants (sylviculture) et d'améliorer également les stocks de carbone boisement / reboisement). La réalisation de cet objectif implique de répondre aux recommandations suivantes; inclure les mangroves dans la définition nationale des forêts pour que cet écosystème soit admissible à l'inclusion dans les stratégies nationales REDD + et l'inclusion dans les inventaires de gaz à GH nationales et des communications à la CCNUCC, contrepartie de paiements pour les autres services écosystémiques (PSE) qui comprennent la pêche, la protection du littoral, des produits du bois et du tourisme et la mise en œuvre de bonne planification de l'utilisation des terres, gestion des zones côtières pour le maintien, la restauration et l'amélioration de cet écosystème et de maximiser les avantages.

Par George Chuyong, Ph.D Expert en Conservation des Mangroves, Projet GCP/CMR/030/GFF

INTERVIEW

«Très peu d'activités ont été consacrées au reboisement...»

Dr Amadou Wassouni, Directeur de la Conservation du Monitoring et de la Promotion des Ressources Naturelles au MINEPDED, et Coordinateur National du Projet FAO-GEF-Mangrove Partners donne plus de détails sur l'implémentation dudit Projet.



Dr Wassouni Amadou

Matanda News: Pouvez-vous rappeler aux lecteurs les différentes politiques gouvernementales pour la conservation et la gestion des écosystèmes de mangroves au Cameroun ?

Dr Wassouni: Le gouvernement à travers l'administration travaille avec des documents de cadrage. En ce qui concerne la côte nous pouvons partir du Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE) qu'on a révisé. Nous avons notre stratégie sectorielle environnement qui est en cours de validation. Pour ce qui est de la zone côtière nous avons un plan d'action national de gestion des zones marines et côtières, qui a été validé il y a de cela trois ans. Il y a également un projet régional appelé GMCG, Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée, qui doit donner lieu à un autre projet, financé par le GEF (ndlr : Global Environment Facility, Le Fonds pour l'environnement mondial, FEM en français). A ces documents on peut également ajouter le document de stratégie de gestion de la biodiversité, et le plan national de la lutte contre la désertification, qui prend en compte les zones de mangroves. Le gouvernement à travers tous ces textes essaye de donner la vision qu'elle a de la gestion qui devrait être menée pour la conservation des ressources qui sont disponibles dans la zone côtière.

Matanda News: Quelles sont les conventions que le Cameroun a signées en ce qui concerne la conservation et la gestion des écosystèmes de mangroves ?

Dr Wassouni: Il y a la convention de Londres, qui s'occupe de la gestion de la pollution. Il y a la convention d'Abidjan, de Marpol pour la prévention contre la pollution marine par les navires, la convention des eaux de Ballast. Il y a également la convention sur la mer. Pour parler des intérêts directs des camerounais, nous sommes beaucoup plus concernés par la valorisation, de la protection des ressources

qui existent dans les zones côtières et dans les mers. C'est cette convention qui est la plus connue et la plus ancienne, puisqu'elle est signée depuis 1981 et exécutée en 1984.

Matanda News: En tant que coordonnateur du projet national FAO-GEF partenaires mangroves, quel appréciation en faites vous, notamment en ce qui concerne le niveau de la réalisation ?

Dr Wassouni: Ce projet était bien conçu depuis 2009, entre le gouvernement, la FAO et l'UICN. Entre 2010 et 2011, d'autres partenaires y ont pris part en dehors du CWCS: Cameroun Ecologie et OPED. Le projet est encore à la phase de démarrage, parce qu'on a commencé les activités en 2013. Nous avons connu retard de trois mois, et nous avons relancé les activités depuis fin avril. Nous en sommes encore au lancement des activités. Nous ne pouvons pas encore parler de résultats pour le moment. Il nous faudrait un ou deux ans pour effectuer le suivi d'évaluation à mis parcours, pour avoir une idée de ce qui a avancé ou pas.

Matanda News: Présentement qu'est-ce qui est fait concrètement sur le terrain ?

Dr Wassouni: Par rapport aux partenaires, le gouvernement avait trois documents. Il y a la stratégie des gestions des mangroves, le protocole pour la conduite des évaluations environnementales et sociales dans les zones de mangrove. Le troisième support c'est le plan de recherche. L'OPED avait un certain nombre d'activités parmi lesquelles le reboisement, et le renforcement des cages pour les femmes qui élèvent les crevettes. Cameroun Ecologie devait encadrer les forêts communautaires, et mettre sur pied une plate forme constituée de pêcheurs, des exploitants de mangroves. Le CWCS est chargé de la création d'un parc national marin dans la zone de Mouanko, et de la transformation de la réserve de la faune Douala-Edéa en parc national.

Matanda News: Bien que le projet ne soit qu'à la phase de démarrage, y-a-t-il des obstacles que le projet rencontre ?

Dr Wassouni: Tout ne marche pas comme sur des roulettes. Il y a eu un faux départ. Il y a eu des incompréhensions et des malentendus entre les partenaires et l'agence d'exécution. Mais cette désharmonie est entrain d'être aplanie progressivement. Il n'y a pas un souci majeur qui nous bloque, à part celui que nous venons d'évoquer.

Matanda News: N'avez-vous constaté aucune lacune que pourrait éventuellement comporter le projet ?

Dr Wassouni: Tout le projet est basé que des actions de sensibilisation, des actions de renforcement des capacités, mais très peu d'activités ont été consacrées au reboisement, c'est-à-dire le fait de remplacer les mangroves que les gens coupent pour des usages différents. Je crois que lors de l'élaboration de ce projet, on a mis de côté à l'écart. Avec le financement du FEM (Le Fonds pour l'environnement mondial), il n'y a pas d'activités de reboisement. Mais le FEM s'attend à ce que c'est les cofinancements qui prennent en charge les reboisements. Les fonds FEM ne financent pas les reboisements, mais ils soutiennent les projets liés à la biodiversité. C'est la petite contradiction qu'on relève dans ce fond GEF/FEM qui refuse de payer les gens qui reboisent, alors qu'avant tout ils financent la conservation de la biodiversité, à travers le NBSAPs (National Biodiversity Strategies and Action Plans.)

Matanda News: Les perspectives de ce projet ?

Dr Wassouni: L'histoire n'est pas exempte de surprises. Les choses peuvent changer à tout moment. Pour le moment les choses se présentent plutôt bien. Nous pensons que le projet va dans le sens voulu. L'essentiel au bout du compte c'est que l'environnement, notamment le milieu marin et côtier à travers les mangroves soit en bon état. Que les populations riveraines tirent le maximum de profit de ces milieux, et que l'Etat se sente à l'aise avec ses populations qui se développent tout en prenant soin de leur écosystème.

Propos recueillis par: Rowina Nguimbis

Célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides dans le Nkam

Le Cameroun de concert avec les autres nations, a célébré le 02 Février 2014, la 43ème édition de la journée mondiale des Zones Humides pour commémorer la signature de la convention de Ramsar le 02 février 1971 dans la ville Iranienne. Le thème choisi cette année est : « Zones Humides et agriculture, cultivons le partenariat pour la croissance ». Dans la Région du Littoral et particulièrement dans le Département du Nkam à Yabassi, les manifestations qui étaient placées sous le haut patronage du Recteur de l'Université de Douala, ont couvert la période allant du Samedi 1er au Dimanche 02 Février 2014 au Campus II de l'ISH. Pour la première fois à



Photo de famille

Yabassi, ces manifestations portaient sur une conférence et débats puis par une descente sur le terrain. Le Recteur de l'Université de Douala étant empêché, s'est fait représenter par le Directeur de l'IUT. Prenaient aussi part à cet important événement : Le préfet du Département Nkam ; Le Délégué Régional du MINEPDED/Littoral, représentant personnel du MINEPDED ; La représentante du sous-préfet de l'Arrondissement de Yabassi ; Le premier Adjoint au Maire de Yabassi ; Mme la Directrice et les responsables et enseignants de l'ISH ; Les Autorités Administratives et traditionnelles de Yabassi ; Les Etudiants de l'ISH ; La couverture médiatique représentée ici par la CRTV/Littoral. Ces manifestations se sont déroulées en deux phases : les allocutions et conférences/débats.

En ce qui concerne la Phase des discours, Tout commence par les propos de Mme le Directeur de l'ISH en souhaitant la bienvenue à tous les invités. Elle a montré l'importance de cette journée mondiale et a remercié toutes les

convives qui ce sont déplacées pour rehausser l'éclat de cette fête. Par la suite le DR /MINEPDED/Lt a pris le mot pour féliciter l'Université de Douala et particulièrement l'ISH d'avoir considéré les zones Humides et organiser cette journée. Ensuite a terminé sur l'importance des zones humides. En fin le représentant du Recteur de l'Université de Douala a remercié l'assistance, aussi a nommé l'ISH comme siège de l'observatoire des zones humides de l'Université de Douala et déclarer ouverte la conférence.

Pendant la phase conférence et débats, ces différentes médiations étaient cadrées sur l'explication du thème au public et à la communication du programme d'activités. Le panel était constitué ainsi qu'il suit : Un représentant de la faculté de sciences de l'Université de Douala ; La partie du MINEPDED/CDJ ; Les partenaires de la CWCS (Cameroon Wildlife Conservation Society); Le représentant de l'IRIC /Université de Yaoundé II ; L'Institut des sciences Halieutiques. Cinq (05) axes majeurs ont meublés les échanges, de l'Etat des lieux des zones humides au Cameroun et dans la Région du Littoral, à la contribution de l'ISH pour la préservation des zones humides en passant par l'implication des zones Humides dans le processus de l'Emergence du Cameroun, ainsi que les enjeux et place de l'aménagement de l'Environnement aquatique et les instruments juridiques internationaux d'encadrement des zones humides. S'agissant de « l'Etat des lieux des zones humides au Cameroun et dans la région du Littoral » : présenté par le Pr DIDIER DIBONG enseignant à la faculté des sciences de l'Université de Douala, qui s'est prononcé sur la présentation des zones humides au Cameroun, leur importance économique, écologique et socioculturelle. La nécessité de création d'un observatoire national des zones humides au Cameroun a-t-il aussi souligné. En ce qui concerne le deuxième exposé : « zones humides et agriculture quel enjeux pour l'émergence du Cameroun » récit du Dr GORDON N. AJONINA, de la CWCS, partenaire de l'ISH. « Politique d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 : enjeux et place de l'aménagement de l'Environnement aquatique ». Exposé présenté par le Pr Pascal MESSANGA NYAMADING enseignant à

l'IRIC/Université de Yaoundé II. Instruments juridiques internationaux d'encadrement des zones humides : exposé du Dr KENFACK Jean du MINEPDED/CDJ, qui s'est attelé sur les textes internationaux concernant la gestion de l'environnement en général et la gestion des zones humides en particulier. La contribution de l'Institut des Sciences Halieutiques à la préservation des



Participants en excursion sur les berges du Nkam

zones humides : exposé par M. NDEMA SOMBO Eugène enseignant à l'ISH/Yabassi. Après les exposés des panélistes, il s'en est suivi par les jeux de questions- réponses qui ont permis de guider les échanges et clarifier les lanternes des participants. Enfin cette journée s'est terminée par un dîner. Et le 02 février y'a eu visite d'une des zones humides que compte le département du Nkam : le fleuve Nkam.

Par Andrew Rodrigue Mbita Mbita,
G.ECO, ISH

ANNONCES

• La Plateforme REDD&CC qui réunit plus de 20 réseaux de la société civile camerounaise y inclue la RCM organise du 23 au 25 juillet à l'hôtel Mont Fébe de Yaoundé un forum intitulé « Forum de la société civile sur REDD+ et changement climatique ». L'objectif du forum est de renforcer la participation de la société civile à la construction de la stratégie nationale REDD+ et au processus REDD+ en général au Cameroun.

• La 13ème Réunion du Comité Exécutif du RCM se tiendra courant Septembre 2014 à Kribi

Matanda News est publié dans un langage très simple (anglais et français) pour un public non scientifique avec en particulier des photos pertinentes: des articles courts sur les résultats de recherche, revues, etc. (max 1 page) ; expériences pratiques, des rapports d'activités sur le terrain, des voyages, etc. (max 1 page) ; annonces (max 50 mots), rapports de réunions, conférences, séminaires, ateliers, etc. (max 1page) ; des interviews (max 1 page) ; des publicités (1/4 page) sur les mangroves et les zones humides ou des questions connexes. Il sera également intéressant de fournir des liens utiles (où appropriés) des sites de mangroves et les zones humides importants qui peuvent être consultés. Veuillez envoyer vos contributions (texte au format Word et illustrations au format JPEG dans des fichiers séparés) à:

Matanda_news@yahoo.fr Or

Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS)
Coastal Forests & Mangrove Conservation Programme
BP 54 Mouanko, Littoral Region, Cameroon, Central Africa
Tel: +237 77 51 52 41/97 75 49 65
Email: cwcsmk@yahoo.fr

Cameroon Ecology (CAMECO)
BP 791 Edéa - Tél.: 33464473 - G.S.M: 9991 9623/99 11 9639
E-mail.: camerooneco@yahoo.com